



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Conférence régionale de haut niveau BCEAO/FMI sur le thème : « Finance pour tous : Promouvoir l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest »

(Dakar, 20 septembre 2016)

**ALLOCUTION DE CLOTURE DE MONSIEUR TIEMOKO MEYLIET KONE,
GOUVERNEUR DE LA BCEAO**

Remarques conclusives

- **Messieurs les Ministres,**
- **Monsieur le Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International,**
- **Chers collègues Gouverneurs de banque centrale,**
- **Messieurs les Chefs des Institutions de l'UEMOA et des Organisations Africaines et Internationales,**
- **Honorables invités, en vos rangs, grades et qualités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

L'honneur mais surtout la lourde tâche m'échoit de faire les remarques conclusives de cette rencontre qui a servi de plateforme pour échanger sur les enjeux et défis de l'inclusion financière, mais également pour aborder les stratégies visant à favoriser un meilleur accès des populations de la CEDEAO et de l'ensemble de l'Afrique aux services financiers.

- **Mesdames et Messieurs,**

Au cours de cette Conférence, nous avons eu droit à des communications de qualité et participé à des échanges de qualité, qui nous ont permis d'aboutir à un certain nombre de consensus.

Le premier de ces consensus me semble être le rôle primordial de l'inclusion financière dans le processus de développement. L'inclusion financière demeure donc au cœur des préoccupations des institutions internationales et des Etats, particulièrement ceux qui aspirent à l'émergence.

A cet égard, un système financier solide, inclusif, développé et concurrentiel est perçu comme une condition essentielle pour la réalisation d'une croissance soutenue, durable et inclusive, à même de réduire la pauvreté, les inégalités et l'exclusion.

Les échanges ont également montré que, dans presque toutes les régions du monde, des actions, des politiques et des programmes sont en cours pour promouvoir l'inclusion financière. Les stratégies adoptées s'appuient sur la promotion de la microfinance, de la finance numérique en particulier le mobile banking ainsi que de la finance alternative et solidaire, notamment la finance islamique.

Ces actions visent les populations exclues du système financier classique, en particulier les ménages à faible revenu, les jeunes, les femmes et les populations des zones rurales.

Nos débats ont également montré que la finance numérique, notamment les services financiers via la téléphonie mobile, recèle le plus gros potentiel pour l'inclusion financière. Les approches novatrices basées sur la technologie de l'information et des télécommunications ont suscité l'émergence d'une offre de services financiers adaptés et accessibles pour les populations auparavant exclues du système financier.

A cet égard, le développement du mobile banking a permis d'améliorer de manière considérable le taux de bancarisation et d'accès aux services financiers dans certains pays en Afrique. Dans ce cadre, les partenariats entre banques et opérateurs de téléphonie mobile ont débouché sur une gamme de services, de paiements et de transferts locaux ou transfrontaliers. En outre, des services dits de « deuxième génération », à savoir la micro-assurance, la micro-épargne et le micro-crédit, font leur apparition et constituent un volet à exploiter.

Quant aux PME/PMI, qui représentent la grande majorité du tissu productif dans la plupart des économies, elles font face aux mêmes difficultés de financement que les populations à revenu faible. A cet égard, les banques centrales et les pouvoirs publics doivent entreprendre les initiatives nécessaires, en vue de mettre en place des instruments tels que les bureaux d'information sur le crédit, les fonds de garantie des dépôts, le crédit-bail, l'affacturage, le capital-risque ainsi que la création de compartiments dédiés au financement des PME/PMI sur le marché financier. Il est également crucial que les Etats puissent favoriser la mise en place de structures d'encadrement performantes, pour assurer la prise en charge des besoins non financiers des PME/PMI. Les débats ont également montré que des solutions innovantes, reposant sur les nouvelles technologies, existent pour surmonter les contraintes liées au financement des PME/PMI.

Au sujet des opportunités offertes par la finance alternative et solidaire, notamment la finance islamique, les interventions ont permis d'établir que ce type de financement représente un volet de prestations de services financiers pouvant constituer un véritable levier pour accroître la bancarisation des populations ainsi que le financement des économies. Au cours des dix (10) dernières années, les actifs de la finance islamique ont été multipliés par neuf, soit un taux de croissance de 16% par an. Il apparaît donc primordial de valoriser les potentialités de ce mode de financement.

Enfin, les discussions ont permis de relever que les politiques menées dans le cadre de l'inclusion financière ainsi que les stratégies adoptées ou proposées ne sauraient connaître le succès attendu sans la stabilité et la sécurité du système financier dans son ensemble.

A cet égard, les banques centrales devraient jouer pleinement leur rôle de supervision et de contrôle dans le cadre de la promotion de la microfinance et de la finance numérique, afin d'assurer un environnement sain pour l'inclusion financière, sans pour autant tuer l'innovation. Elles doivent veiller à une adaptation continue du cadre réglementaire et fiscal.

Tous les acteurs doivent s'inscrire dans la dynamique d'échange d'expériences à travers des initiatives locales, régionales et mondiales.

➤ **Mesdames et Messieurs,**

En résumé et pour faire court, nous avons appris ce que nous ne savions pas en termes de bonnes expériences et de pratiques à éviter. Je suis persuadé que ces conclusions, sans être exhaustives, serviront à améliorer les stratégies d'inclusion financière et les politiques de développement dans nos pays respectifs.

➤ **Mesdames et Messieurs,**

En achevant ces remarques conclusives, je voudrais remercier Monsieur Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan de la République du Sénégal, et à travers lui, les Hautes Autorités du Sénégal pour leur grande sollicitude dans l'organisation de cette conférence.

C'est également l'occasion pour moi de remercier Monsieur Mitsuhiro FURUSAWA, Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International, pour sa contribution significative à la conception et la tenue de cette Conférence. Je salue également son engagement pour la promotion de l'inclusion financière dans le monde.

Enfin, mes remerciements vont à l'endroit des Ministres, Gouverneurs et de tous les acteurs, qui ont contribué au succès de cette Conférence par leurs apports en termes d'expériences et de stratégies.

Je n'oublie pas les équipes du FMI et de la BCEAO pour leur disponibilité et l'efficacité avec laquelle cette conférence a été organisée.

➤ **Mesdames et Messieurs,**

Pour terminer, le Ministre Amadou BA m'a demandé de vous transmettre son grand regret de ne pas pouvoir se joindre à nous pour la clôture de la conférence. Par la même occasion, il m'a donné les pouvoirs nécessaires pour clore cette conférence. Et comme le pouvoir ne se refuse pas, et avec l'accord du Directeur Général Adjoint du FMI, je déclare close la Conférence régionale de haut niveau BCEAO/FMI portant sur le thème : « Finance pour tous : Promouvoir l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest ».

Je vous remercie.

